



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org

Courriel : communistes@sitecommunistes.org

<https://x.com/PRCommunistes>

03 /12/2025

Coup de force états-uniens en action contre le Venezuela.

Les actes agressifs des États-Unis contre le Venezuela se multiplient, laissant à penser qu'un coup de force est en action. Comme le rapporte le journal cubain Granma, les actes hostiles se multiplient :

- 7 août : L'administration des États-Unis a annoncé l'augmentation à 50 millions de dollars, de la récompense pour les informations qui permettront la capture du président vénézuélien Nicolás Maduro, accusé de diriger les cartels : *Tren de Aragua*, *Cartel de los Soles* et *Cartel de Sinaloa*.
- 19 août : les USA ont lancé un vaste déploiement militaire dans la mer des Caraïbes, sous le prétexte de lutte contre le trafic de stupéfiants.
- 2 septembre : première attaque extrajudiciaire dans l'eau des Caraïbes contre un embarquement transportant vraisemblablement des médicaments.
- 16 octobre : Donald Trump a autorisé la CIA à mener des opérations secrètes sur le territoire vénézuélien.
- 6 novembre : Au congrès des États-Unis, aucune résolution bipartisane n'a été approuvée pour limiter les actions, dans l'utilisation des forces armées à l'intérieur ou contre le Venezuela
- 11 novembre : Le porte-avion Gérald Ford, le plus grand et plus moderne du monde, se dirige vers les Caraïbes.
- 14 novembre: les USA lancent l'opération *Lanza del Sur* dans les Caraïbes et dans le Pacifique oriental.
- 21 novembre : L'Administration Fédérale de l'Aviation des États-Unis a publié un avis recommandant à des «précautions extrêmes» concernant les avions opérant au Venezuela, en raison d'une supposée détérioration de la sécurité et de l'augmentation de l'activité militaire. Parallèlement, diverses compagnies aériennes suspendent unilatéralement leurs opérations aéronautiques à partir du Venezuela.
- 24 novembre : La Maison Blanche a inclus le *Cartel de los Soles* dans la liste des organisations terroristes étrangères.
- 29 novembre : Trump a annoncé la fermeture totale de l'espace aérien à l'intérieur et à l'extérieur du Venezuela.

De son côté, l'agence *Tass* rapporte ce qui est connu d'une conversation téléphonique entre les Présidents Trump et Maduro. Celle-ci a été organisée par le Brésil, le Qatar et la Turquie. L'agence affirme qu'au cours de cette conversation : " *Les États-Unis sont prêts à garantir la sécurité du président vénézuélien Nicolas Maduro lors de son départ du pays s'il démissionne immédiatement, rapporte le Miami Herald, citant des sources. Commentant le contenu d'une conversation téléphonique de novembre entre Maduro et le président américain Donald Trump, les sources indiquent que les États-Unis sont prêts à garantir à Maduro, à son épouse et à son fils un « passage sûr » s'il quitte ses fonctions sans délai. L'article souligne que Caracas a proposé de transférer le contrôle politique aux forces d'opposition tout en laissant le commandement des forces armées à l'équipe dirigeante actuelle. Selon une source, cet appel téléphonique était « une tentative de la dernière chance pour éviter une confrontation directe ».*

Tous ces éléments convergent vers une opération contre le Venezuela afin d'instaurer un gouvernement à la botte directe des États-Unis.

Face à cette situation, le Parti Communiste du Venezuela s'est exprimé pour qualifier la situation : " *Le Parti communiste du Venezuela (PCV) a dénoncé l'expansion militaire américaine croissante dans les Caraïbes et le Pacifique, où, selon l'organisation, le porte-avions USS Gerald R. Ford, des milliers de militaires, plusieurs navires de guerre et des avions de chasse F-35 ont été déployés. Le parti affirme que Washington utilise le*

prétexte de la lutte contre le trafic de drogue pour masquer ses intentions d'intervenir dans la situation politique vénézuélienne. Le PCV a également critiqué les récentes déclarations du président Donald Trump concernant les opérations de la CIA dans le pays, rappelant l'impact historique de telles actions en Amérique latine. De plus, il a tenu les secteurs de l'opposition dirigés par María Corina Machado et le gouvernement de Nicolás Maduro responsables de l'aggravation de la crise : le PCV accuse Machado de promouvoir des intérêts transnationaux et le gouvernement d'intensifier la répression intérieure et de mettre en œuvre des réglementations qui, selon le PCV, violent les droits inscrits dans la Constitution. Face à cette situation, le PCV rejette à la fois l'ingérence américaine et la ligne de conduite fixée par Machado et le gouvernement de Nicolas Maduro, et appelle la classe ouvrière et les secteurs démocratiques à former un large front pour défendre la Constitution, recouvrer les droits et promouvoir une solution politique et souveraine à la crise."

Notre Parti Révolutionnaire Communistes condamne fermement les actions agressives états-uniennes contre le Venezuela, il assure le peuple vénézuélien et son Parti Communiste de toute sa solidarité internationaliste.

Le Parti Communiste du Venezuela exige des informations à propos des échanges Maduro-Trump

Le Parti communiste du Venezuela (PCV) exige que le président Nicolás Maduro clarifie « *immédiatement et en toute transparence* » le contenu de ses conversations téléphoniques avec le président américain Donald Trump, compte tenu du manque de transparence entourant ces contacts et du risque qu'ils compromettent la souveraineté nationale.

Jackeline López, membre du Bureau politique du Comité central du PCV, a averti que le pays traverse une situation complexe, marquée par une escalade croissante de l'agression impérialiste dans les Caraïbes, et que tout accord politique conclu à l'insu du peuple pourrait avoir de graves conséquences pour le Venezuela et l'ensemble de la région.

La porte-parole communiste a dénoncé le fait que le peuple vénézuélien ignore totalement le contenu, les conditions, les offres et les engagements qui pourraient être discutés entre Maduro et Trump.

« *Le peuple n'a aucune information sur les sujets abordés ni sur les accords envisagés. Nous exigeons que le pays soit informé avec la plus grande clarté de ce qui est négocié. L'exercice de la souveraineté nationale ne peut se faire à huis clos* », a déclaré López.

Il a rappelé, citant Che Guevara, « pas même un soupçon d'impérialisme », et a averti qu'il est inacceptable de faire confiance à des négociations secrètes avec ceux qui maintiennent des politiques hostiles et des sanctions ayant causé d'énormes souffrances au peuple vénézuélien. « *La population souffre déjà suffisamment sans que son avenir soit désormais en jeu dans des pourparlers cachés* », a-t-il affirmé.

Les États-Unis utilisent les pays des Caraïbes comme plate forme d'agression.

López a dénoncé le fait que Trump continue de promouvoir des lois extraterritoriales qui violent le droit international et le droit des peuples à l'autodétermination, tandis que Washington utilise les pays des Caraïbes comme plateformes pour des procès et des opérations d'ingérence contre le Venezuela.

Il a notamment mis en cause le rôle du gouvernement de Trinité-et-Tobago, qu'il a qualifié de « *partenaire effectif dans ces opérations* », adoptant des « *positions serviles et obséquieuses envers l'impérialisme* » contribuant à la déstabilisation régionale.

« Nous rejetons le fait que les gouvernements caribéens se prêtent à ces manœuvres. Une intervention ou une escalade de l'agression de la part des États-Unis affecterait gravement l'économie et la stabilité de toute la région », a-t-il déclaré.

Face à ce scénario, le Parti communiste a souligné que l'unité des peuples d'Amérique latine et des Caraïbes est aujourd'hui « *plus nécessaire que jamais* » pour faire face aux menaces et défendre la souveraineté régionale contre les actions impérialistes.